

Genèse du fédéralisme marcier

par Bernard Voyenne

D'où est venu le fédéralisme d'Alexandre Marc ? Ce mot paraît tellement identifié à sa pensée et à son action qu'on est enclin à les confondre purement et simplement avec elles. En réalité, il n'apparaît sous son acception englobante qu'à partir du livre *Péguy présent*, écrit à la veille de la deuxième guerre. Jusque-là, bien qu'ayant à diverses reprises affirmé la supériorité des régimes fédéraux sur les États-nations – ces « capitalismes d'hommes » – Marc s'était principalement défini par son « personnalisme ». On sait d'ailleurs qu'il fut le premier à employer le terme dans la profession de foi de *L'Ordre Nouveau*, mouvement puis revue dont il fut aussi l'initiateur. Par la suite, les deux vocables seront progressivement employés comme à peu près interchangeables, ce qui ne va pas de soi. Interrogé à ce sujet, Marc passait vite, tant semblait être à ses yeux évidente l'équivalence des significations (sans préjudice de la spécificité des emplois). C'est cette évolution sémantique et ce qu'elle recouvre que nous voudrions sommairement retracer, à partir d'un examen des textes publiés depuis les années 30 jusqu'à 1950 environ.

Lorsque, n'ayant pas atteint la trentaine, celui qui se nomme encore Alexandre Lipiansky inaugure sa carrière militante, il a déjà accumulé plus d'expériences que la moyenne des hommes de son âge. Entre autres, celle de la révolution russe et d'un très précoce engagement dans le socialisme révolutionnaire, l'exil vers une seconde patrie dont la culture va devenir pour toujours la sienne, mais aussi la saisissante rencontre d'une Allemagne en désarroi et de l'hitlérisme naissant. Comme une grande partie de sa génération – de l'extrême gauche et des surréalistes jusqu'aux maurrassiens – il a conscience de l'ébranlement porté par le plus grand conflit de tous les temps à l'optimisme des lumières, ainsi que de l'incapacité « radicale » des démocraties parlementaires à y faire face.

Dès ces premières réflexions est certainement présent à son esprit le tableau que dressera plus tard de cette crise de civilisation le premier de ses livres : « C'est dans une sorte de désert d'hallucinations et de mirages que vécurent les jeunes gens jusque vers 1930-1931. Rien d'étonnant à cela : la désorganisation de la famille, la tension nerveuse, le désarroi psychologique et les privations matérielles de la guerre les avaient, pour

ainsi dire, privés d'enfance et l'âge trouble de l'adolescence les saisit juste au moment où s'achevait la guerre et commençait la paix précaire, dans une atmosphère de fermentation sociale et psychologique et de bouillonnement sentimental et intellectuel où tout était remis en question, où rien n'apparaissait comme stable et tout comme possible¹. » Livré à ce vertige de sollicitations contradictoires, Marc hésite entre les sciences, la littérature et la philosophie qui l'attirent également. En même temps, la tâche la plus urgente lui paraît être de travailler au rapprochement des peuples et des religions, sans lequel aucune reconstruction de l'Europe ne pourra être entreprise.

Le petit club, dit « du Moulin vert », qu'il rejoint fortuitement et animera bientôt presque seul, brasse indistinctement l'ensemble de ces préoccupations. En naîtra le mouvement Ordre Nouveau dont le manifeste, daté du 31 mars 1931, proclame comme un défi : « Ni individualistes ni collectivistes, nous sommes personnalistes. » C'est ainsi qu'apparaît, en même temps que l'idée d'une « troisième force », le mot-clé qui lui servira d'emblème. La rencontre décisive d'Arnaud Dandieu, contemporaine à quelques semaines près, engage pour toujours Alexandre Marc dans une mobilisation de tous les instants au service de la « révolution nécessaire² ».

À ce stade, le fédéralisme – dont Marc dira plus tard qu'il n'est qu'une manière d'exprimer le personnalisme – n'est pas explicitement présent. Tout au plus peut-on le tenir pour sous-entendu dans le double rejet du nationalisme et du pacifisme, affirmé dès le manifeste cité plus haut. Retenons aussi, à ce point de départ, la création de l'Agence européenne Pax Press ainsi que la participation aux rencontres franco-allemandes du Sohlberg en Forêt-Noire. De la même époque datent les contacts pris avec le mouvement de Richard Coudenhove-Kalergi, Pan-Europa, et d'autres analogues. Mais de telles préoccupations relèvent plutôt du climat ambiant et sont donc loin d'être propres au groupe de l'O.N. Celui-ci ne se fera d'ailleurs pas faute d'en critiquer les insuffisances et les équivoques.

Cependant, dès le numéro 2 de la revue *L'Ordre Nouveau* (laquelle paraît seulement à partir de 1933), on relève la première mention du

1. Voir *Jeune Europe*, pp. 183, sq.

2. Le cheminement en est maintenant retracé, avec une richesse et une précision à bien des égards définitives, dans la thèse de Christian Roy, *Alexandre Marc et la jeune Europe (1904-1934) : L'Ordre nouveau aux origines du personnalisme*, Nice, Presses d'Europe, 454 p.

fédéralisme³. Elle occupe même une place d'honneur sous forme d'un placard de tête intitulé « Premiers principes ». En trois points il y est affirmé : *a)* que le fédéralisme de l'Ordre nouveau n'est ni un émiettement administratif ni une forme d'anarchie ; *b)* que l'organisme central de la société ne doit pas être un État autoritaire mais sera uniquement « le frein, le contrôle et le balancier des divers mouvements fédéralistes de décentralisation régionale et corporative ; *c)* que ce fédéralisme ne s'appliquera pas à la seule organisation territoriale mais à l'ensemble des activités économiques et culturelles.

Si certains aspects essentiels sont déjà présents, leur formulation est sommaire et concerne presque exclusivement les aspects politiques. En somme ce fédéralisme est à peine différent des exemples connus, et son aspect novateur concerne surtout la France. De toute façon la relation n'est pas encore faite avec le personnalisme, dont l'affirmation philosophique est pourtant au centre du mouvement. Néanmoins le mot et le contexte dans lequel il est employé rendent un son incontestablement proudhonien. Faut-il, en l'absence d'une signature, créditer Marc de cette introduction du fédéralisme dans la revue ? C'est très douteux. L'on serait plutôt porté à attribuer ce texte et sa mise en exergue – puisque Dandieu n'est plus là – à l'intervention de Robert Aron. En effet, celui-ci écrira plus tard que, lorsqu'ils composaient *La Révolution nécessaire*, son ami et lui avaient « comme maîtres à penser Georges Sorel, Péguy et Proudhon⁴ ». Le même passage, confirmé par d'autres, atteste qu'Arnaud Dandieu était « par tradition familiale » le seul membre du groupe à posséder dans sa bibliothèque et à avoir lu les œuvres complètes de l'auteur de la *Justice*.

On peut penser aussi à un apport de Denis de Rougemont, non seulement en raison de la nationalité suisse de cette nouvelle recrue mais parce que ce calviniste barthien affirmait volontiers une corrélation entre fédéralisme et protestantisme⁵. En revanche, comme nous allons y

3. Nous renvoyons à la réimpression en cinq volumes de cette revue devenue introuvable, faite par les soins de la Fondation Émile Chanoux, Aoste, 1997. Introduction de Marc Heim et index (remarquable) réalisé par Myriam Geay-Ouadia.

4. Cf. l'article de Robert Aron « Un précurseur : Arnaud Dandieu » in *Le Fédéralisme et Alexandre Marc*, Centre de recherches européennes, Lausanne, 1974, p. 44.

5. « ... partout l'on voit les protestants revendiquer et appliquer un système politique souple et vivant, respectueux des diversités, c'est-à-dire fédéraliste [...]. Je maintiens que la cause de la tendance fédéraliste protestante *jusqu'à nos jours* est d'ordre proprement spirituel. C'est bien le même état d'esprit qui explique à la fois le respect des diversités en politique et le respect des personnes dans la vie privée », Denis de Rougemont, *Politique de la personne*, Paris, Je Sers, 1934. Nouvelle édition 1946, p. 209.

revenir, Marc ignore alors à peu près tout de l'œuvre proudhonienne et, pour le peu qu'il en connaît, s'en méfie. Quoi qu'il en soit, les références à Proudhon et au fédéralisme ne manqueront pas dans les numéros suivants de la revue. Les termes de « fédération » et de « Conseil fédéral » figurent notamment dans le programme « Nous voulons... », qui occupe toute la livraison de mars 1934.

Ce n'est pas avant octobre de la même année (n° 14) que Marc donne un article intitulé « L'état sans majuscule » dont, sans que le mot soit employé, l'inspiration fédéraliste est indéniable. « L'état O.N., y est-il proclamé, sera au service des sociétés : l'initiative appartiendra aux communes, aux corporations et aux différents groupements intermédiaires. » Ce principe anti-hiérarchique, qui a toujours été tenu pour fondamental par le groupe, est affirmé ici avec une vigueur particulière. Presque simultanément, sous le pseudonyme de Michel Glady fréquemment employé par lui (et en collaboration avec René Dupuis), l'article « Par dessus les frontières... vers le fédéralisme » (n° 15, novembre 1934) ajoute à ce fédéralisme interne sa dimension supranationale. La théorie juridique en sera approfondie, toujours par Marc, dans une importante série d'articles des numéros 20, 27 et 32, restée, semble-t-il, inachevée.

Quant à la source proudhonienne, elle est évoquée dès le numéro 3 (juillet 1933) par un renvoi au livre posthume de cet auteur, *Théorie de la propriété*. L'allusion vise particulièrement la dialectique à deux temps qui maintient les contradictions, opposée à la synthèse hégélienne destructrice de toute liberté. Cette référence à un ouvrage alors peu connu, ainsi que le point précis en cause, conduit de nouveau à remonter à Dandieu. On trouve en effet plusieurs fois la même idée à travers les écrits de celui-ci et notamment dans l'article « Misère et grandeur du spirituel » publié en 1932 à Montevideo, le seul à être signé avec Marc. Fait qui a évidemment conduit ce dernier à lui attribuer une extrême importance⁶. Ce texte présente en outre, pour la présente recherche, l'intérêt de citer abondamment la grande thèse de Georges Gurvitch *L'Idée du droit social*⁷, qui venait de paraître et a très certainement été à l'origine de la connaissance et de l'admiration par Marc de la pensée de Proudhon.

6. Montevideo, Ensayos, 1933. La version originale en français de cet article capital a été publié dans le n° 172-173 de *L'Europe en formation*, juillet-août 1974.

7. Paris, Vrin, 1932.

Mais, contrairement à ce qu'a cru pouvoir affirmer après coup Denis de Rougemont⁸, il restera encore assez longtemps réticent. On peut en voir la confirmation sensiblement postérieure dans le numéro 41 de la revue lorsque, faisant suite à un article d'Albert Ollivier au ton très proudhonien (inspiré selon toute vraisemblance par Dandieu et Aron), Marc limite sa participation à une note de lecture sur le volume *La Révolution sociale démontrée*, reparu peu de temps avant chez Rivière. En dépit de quelques éloges, cette courte note – qui paraît avoir été de commande – déplore « les limites de la philosophie [ce dernier mot entre guillemets] proudhonienne ». Aucune allusion n'y est faite au *Principe fédératif* que ce compte rendu n'imposait pas et qui y est donc complètement ignoré.

*

L'analyse des nombreuses autres contributions que Marc, sous des pseudonymes divers, a données à la revue *L'Ordre Nouveau* montre que, si les grandes lignes de sa pensée sont déjà fermement tracées, la théorie générale du fédéralisme et à fortiori la familiarité avec l'œuvre de Proudhon ne viendront que progressivement, grâce aux échanges qu'il a eus avec d'autres membres du groupe, notamment Arnaud Dandieu. Ce dernier, au moment où il rédigeait avec Marc le texte commun dont nous avons parlé, mettait avec Robert Aron la dernière main au livre *Décadence de la nation française*, dont l'un des thèmes principaux est le rejet de l'un et l'autre de ces frères ennemis que sont le nationalisme et l'internationalisme. C'est aussi le sujet d'une conférence faite par Dandieu au mois de juin 1931 dans le cadre du Musée social. Il y montrait que la France ne peut rester fidèle à elle-même qu'en adoptant le fédéralisme, parce que c'est l'unique cadre dans lequel s'inscrit la double tradition unitaire et décentralisatrice qui fut aussi bien celle de l'Ancien régime que de la Révolution à ses débuts ? À la sortie de la réunion, nous savons que Marc eut avec son ami une longue discussion qui paraît avoir été décisive dans sa prise de conscience de la richesse de l'idée fédéraliste.

Remarquons que c'est aussi au même mois, qu'après une minutieuse enquête, Christian Roy fixe la rencontre Marc-Rougemont sur laquelle les intéressés n'avaient jamais pu tomber exactement d'accord⁹. Le

8. « Il nous communiquait sa passion pour Proudhon... », in *Le Fédéralisme d'Alexandre Marc*, op. cit., p. 54. Sans doute, mais ce ne pouvait être que plus tard !

9. Christian Roy, op. cit., p. 45.

rapprochement autorise donc à situer à ce moment précis le début de l'évolution qui conduira Marc à attribuer au fédéralisme une place centrale non seulement dans ses propositions pratiques mais dans sa philosophie.

Hypothèse confirmée par les termes du second Manifeste O.N., publié au cours de ce même été 31 dans la revue *Plans*. Reprenant et élargissant celui qui l'avait précédé, il se présente comme émanant d'un « Front unique de la jeunesse européenne » à vrai dire encore à naître ! Signé conjointement avec René Dupuis – dont on retrouve le nom au bas de plusieurs articles de cette époque, comme il le sera sur la couverture du livre *Jeune Europe* – ce texte a Marc pour unique auteur et préfigure, avec des années d'avance, ce que sera son action au plan supranational.

Pour la première fois, du moins de manière explicite, ce manifeste s'adresse en effet à un public dépassant nos frontières, celui de la jeunesse allemande en particulier. Déplorant le « malentendu tragique » qui a dressé l'une contre l'autre les deux nations, il leur propose de bâtir en commun « une Europe logique et libre », parce qu'elle aura répudié tout esprit de domination en se fondant sur trois principes : retour à l'homme réel contre les abstractions négatrices de la personne ; fédéralisme substitué au cadre stato-national dont ne peuvent sortir que la guerre et l'oppression ; élaboration d'un plan économique et social capable de satisfaire « les besoins réels » en dépassant aussi bien le dirigisme que le libéralisme, pour réaliser un équilibre supérieur.

Formulation non exempte d'idéalisme et malheureusement restée sans écho, qui pourtant contient en substance tout le projet marcier : celui d'une « synthèse » unissant la régénération spirituelle et l'action pratique en vue d'aboutir à une transformation globale de la société. Dans ses lignes maîtresses, ce dessein ne variera plus à travers les défis tragiques que l'Histoire s'apprête à lui lancer.

*

Au cours des années suivantes, les matériaux élaborés au sein du riche laboratoire social de l'O.N. commenceront à diffuser vers l'extérieur, en dépit des épreuves et même des déchirements que connaîtra le petit groupe formé par Marc et en très grande partie animé par lui. La mort prématurée de Dandieu au printemps 1933, puis l'arrêt de la revue cinq ans plus tard alors que grondait déjà le fracas des armes, auraient pu être définitifs. Avant de se disperser, l'équipe participe au « Cahier de revendications » que la prestigieuse *Nouvelle Revue française* accueille dans sa livraison du 1^{er} décembre 1932. La contribution de Marc

(toujours signée avec René Dupuis) est intitulée « De la patrie au fédéralisme révolutionnaire » : elle reprend en les perfectionnant les formules antérieures et anticipe sur celles à venir.

Les mêmes mois sont – brièvement – ceux de la participation de Marc à la naissante revue *Esprit* d'Emmanuel Mounier, avec le secret espoir d'y insuffler les éléments de doctrine qu'il estime lui manquer. Trop différents, les deux tempéraments ne s'entendront guère, pas plus que Mounier n'apprécia Arnaud Dandieu lorsque Marc (toujours soucieux de multiplier les contacts) s'empessa de le lui faire rencontrer. La rupture entre les deux revues personalistes se fera, comme on le sait, à propos d'une « Lettre à Hitler » publiée par l'O.N. dans son numéro 5 (15 novembre 1933). Ce conflit, dû en grande partie à un malentendu mais aussi à des maladresses d'écriture, n'entre pas dans notre propos.

En revanche, il importe de retenir l'article « Le Fédéralisme révolutionnaire » (encore sous la double signature Marc-Dupuis), paru dans le n° 2 d'*Esprit* (1^{er} novembre 1932). L'universalisme de la personne y est d'emblée souligné, impliquant le refus des systèmes autarchiques qui sont l'ultime avatar du culte de l'État. Cependant, on ne saurait davantage accepter l'impuissance de la Société des Nations, puisqu'elle a pour origine le même principe étatique « frappé de stérilité absolue ». Quant à « l'idéal paneuropéen d'une République cosmopolite », il ne peut aboutir qu'à la dissolution de « toutes les diversités et de toutes les énergies dans le creuset du pacifisme triomphant ».

Pour sauver l'Europe qui court à sa perte, il ne reste donc que le fédéralisme, « tension féconde entre deux termes polaires et inséparables : l'universalisme de la Révolution et le réalisme de la patrie ». Du contenu de ce principe, englobant mais non contraignant, Marc donne alors la première définition élaborée que l'on trouve sous sa plume :

« Quand nous parlons de fédéralisme nous le relient de la façon la plus étroite à la Révolution : celui-là ne peut sortir que de celle-ci.

C'est la patrie concrète, c'est-à-dire la région¹⁰, qui est l'élément constitutif et le fondement réel de notre fédéralisme. [La région est] le "climat" et la défense naturels de l'homme de chair et de sang. Il faut donc que cette maternelle gardienne de la richesse et de l'originalité de l'homme puisse opposer une digue à toute tentative de tyrannie centraliste. Toute révolution dont la base n'est pas régionaliste est vouée à une déviation que l'on pourrait qualifier de jacobine [...]. La primauté du spirituel telle que nous la définissons [implique le primat] d'un statut

10. Il serait peut-être plus exact de dire la commune.

interconfédéral de la personne épaulé par la nécessaire centralisation d'une partie élémentaire de l'économie. »

Même au plus fort des combats futurs pour la constitution d'une Europe fédérale, ce communalisme de base ne sera jamais renié. Non plus d'ailleurs que le couronnement de l'édifice par une « Cour suprême » qui garantira la suprématie du Droit. De plus, à toute occasion, l'accent est mis sur les changements de structure qui ne manquera pas d'exiger l'application du fédéralisme global. Au cours de ses dernières et fécondes années, ayant pris du recul avec certaines contraintes de l'action quotidienne, Marc travaillera à mettre au point les modalités du Minimum social garanti (M.S.G.), « sens ultime », écrira-t-il, d'une société fédéraliste.

Peu après les mois intenses au cours desquels il a pris conscience de la place centrale que doit désormais occuper le fédéralisme dans l'articulation de sa pensée, une rencontre circonstancielle l'amène à publier son premier livre *Jeune Europe*¹¹, encore une fois signé avec René Dupuis bien que, comme précédemment, celui-ci n'ait eu qu'un rôle mineur pour ne pas dire inexistant¹². Le titre de ce volume apparaîtra comme prémonitoire lorsque, quelques années plus tard, l'auteur se lancera à fond dans l'action européenne. Pourtant cet ouvrage n'a rien de théorique puisqu'il se borne à rassembler après révision une série d'articles intitulée « El destino de la joven Europa », publiée dans le courant de 1933 par le grand quotidien *La Nación* de Buenos Aires où Marc avait ses entrées. Le propos en est de décrire, à l'intention du public argentin, les convergences de pensée existant au sein des générations montantes dans les principaux pays européens. Un reportage sur les mentalités en quelque sorte, au demeurant bien documenté et riche de vues personnelles.

En effet Marc ne serait pas Marc s'il n'introduisait ses propres idées dans ce qui chez un autre se serait limité à un tableau « objectif ». Après une dédicace à la mémoire d'Arnaud Dandieu et au groupe de l'O.N., le chapitre sur la Grande-Bretagne couvre d'éloges le minuscule mouvement *New Britain* (dans lequel avait milité celle qui va bientôt devenir Suzanne Marc), en lui prêtant des thèses donc le contenu et même la lettre sont strictement marciens. C'est ainsi que, en référence à Bergson, le groupe britannique est crédité de cette affirmation qui le dépasse vraisemblablement d'assez loin mais nous apporte un utile

11. Paris, Plon, 1933, 246 p.

12. Cf. Roy, *op. cit.*, p. 113.

éclairage : « On ne peut passer (du particulier à l'universel) que par l'élan, l'acte créateur. Si l'on transpose cette idée philosophique sur le plan politique, on comprendra qu'il est impossible d'aller de l'homme à l'humanité, de la société close à la société ouverte [...] en passant par l'intermédiaire de l'État et d'une "société des nations" quelconque. Ces conceptions amènent tout naturellement à répudier à la fois le nationalisme impérialiste et l'internationalisme abstrait ou le cosmopolitisme amorphe, pour se rallier à un fédéralisme supra-national » (pp. 171-172).

Il serait aisé de relever bien d'autres passages – telle la magnifique citation de Péguy sur le peuple français servant de conclusion – qui reflètent probablement davantage les préoccupations de l'auteur que celles des jeunes Européens dans leur ensemble. On notera aussi, mais sans y attacher trop d'importance, que l'expression « fédéralisme intégral » apparaît pour la première fois dans l'appendice sur la Belgique. En effet, la formule semble se borner ici à caractériser, par opposition au « nationalisme intégral » de certains Flamands, les orientations du mouvement de Raymond de Becker « L'Esprit nouveau » qui avait été fortement influencé par l'O.N.

Beaucoup plus significatif, quoique passé inaperçu en raison de sa technicité et de la publication qui l'a accueilli, est l'article légèrement postérieur : « Principe et méthode de la métaphysique », publié dans les *Archives de philosophie*¹³. Il se présente comme une minutieuse recension de l'ouvrage du philosophe jésuite allemand, Frich Przywara, *Analogia Entis. Metaphysik I*¹⁴ confronté avec deux autres volumes du même auteur, l'un sur Max Scheler, l'autre sur Kierkegaard. Au passage d'autres renvois sont faits à des penseurs de première grandeur, notamment saint Augustin, Maurice Blondel et Romano Guardini.

Ces références disent déjà beaucoup. On y perçoit l'écho des pensées les plus intimes de celui qui a éprouvé peu avant le double choc de la conversion au catholicisme et de l'écrasante responsabilité que la mort de Dandieu lui laissait en héritage. Bien qu'il ne figure pas dans la première rédaction de cet article imprégné de ses conversations avec le grand ami disparu, le mot fédéralisme y est présent en arrière-plan comme l'auteur le révélera bien plus tard. Le sujet central en est le dilemme sur lequel butte toute réflexion métaphysique (Marc préfère à ce terme celui de

13. Beauchesne, 1936. Ce texte a fait l'objet d'une réimpression en brochure sous le titre *Fondements du fédéralisme personnaliste. Principe, fin et sens de la métaphysique*, Nice, Presses d'Europe, 1995, 38 p.

14. Verlag Joseph Kösel Pustel, München, 1932.

« métalectique » et explique pourquoi) : l'opposition, en même temps que l'impossible séparation, de la connaissance et de l'être. Choisir l'une ou l'autre voie étant également mutilant, la pensée en acte doit prendre le risque de trancher en assumant la contradiction. On est ainsi conduit à la méthode « dichotomique » du « et... et » opposé au « ou... ou », telle que l'avait définie Dandieu (en référence à Proudhon) dans *La Révolution nécessaire*. Ce refus du troisième terme, repris par Marc dans l'article « Misère et grandeur du spirituel » – rédigé, rappelons-le, en étroite collaboration avec son ami – sauve la liberté de l'homme en affirmant son autonomie. C'est donc là qu'il faut chercher le fondement commun du personnalisme et du fédéralisme, lesquels ne sont dans cette optique que les deux faces complémentaires d'une même réalité.

Nous comprenons alors que Marc ait tellement tenu à son article ignoré de 1936, et pourquoi il le fera réimprimer près de soixante années plus sous le titre révélateur de *Fondements philosophiques du fédéralisme personnaliste*. Auparavant, il avait publié, en 1961, le petit mais dense ouvrage intitulé *Dialectique du déchaînement*¹⁵, où l'on trouve exactement le même ligne de pensée.

*

À la veille de la guerre, presque sans ressources et privé de tout moyen d'expression autre que journalistique, Marc introduit autant qu'il le peut ses idées dans les publications catholiques (notamment *Temps présent*) qui sont alors son unique gagne-pain. La famille a quitté Paris en 1936 pour le Midi, d'abord dans les Cévennes puis à Aix-en-Provence. Au sein d'une grande solitude intellectuelle, l'invétééré Quichotte continue sans crainte des ricanements à se tenir pour responsable du salut de l'humanité.

On est aux jours de Munich et déjà le pays se rue vers la servitude, sans que ni la gauche ni la droite en aient véritablement conscience. Ceux qui restent « debout », selon l'expression que Marc affectionne, se comptent sur les doigts de la main. En vue de relier ce réseau de « compagnons » auxquels est assignée la tâche de « fédérer les forces françaises », il rédige à peu près seul un modeste journal intitulé *Agir*, où la flamme de l'O.N. est maintenue en attendant des jours moins défavorables. Si dérisoire que pouvait alors paraître cette ambition, c'est d'elle que surgira le surprenant renouveau fédéraliste de l'immédiat après-guerre.

15. La Colombe, coll. « Réalités du présent », n° 2, Paris, 1961, 122 p.

C'est en fait dès ces années d'Aix que Marc, de plus en plus conscient de l'évolution que nous avons retracée, prend l'habitude de substituer assez généralement le mot « fédéralisme » et l'adjectif correspondant à ceux de « personnalisme » ou de « personnaliste ». Non que ses idées aient connu sur ce point davantage qu'une maturation et un plus grand souci d'être compris par ceux qui ne sont pas familiers de l'abstraction philosophique. Certes il n'hésite pas à préférer une terminologie à l'autre lorsque le contexte l'exige, mais s'impose de plus en plus souvent à sa plume le terme le plus actif, le plus inscrit aussi dans la tradition révolutionnaire et particulièrement celle de la France. Quand le conformisme des idées et la perversion du vocabulaire étaient à leur comble, l'urgence imposait de mobiliser tout ce qui était encore capable de s'opposer à la tyrannie de la force comme aux abandons de la faiblesse. L'exigence de liberté en même temps que celle de rassemblement – incluses dans l'idée de fédération – étaient plus que jamais propres à être proposées comme mot d'ordre aux forces de résistance.

La permutation des termes devient usuelle à partir du second des livres publiés par Marc, *Péguy présent*¹⁶. Rédigé dans les mois précédents le début de la guerre, il a été publié seulement en 1941 par suite des circonstances. Le propos en est de susciter le sursaut de l'authentique esprit français, en laissant la parole à l'écrivain prophétique qui était le plus capable de l'inspirer. Nous ignorons quand et comment le jeune émigré russe avait commencé à lire l'œuvre de Péguy, puis s'en était imprégné au point de presque s'identifier à lui. En revanche, on n'a aucune peine à comprendre les multiples raisons qui l'ont conduit à se placer, avec une empathie toujours croissante, sous l'invocation de l'auteur de *L'Argent*. Souvent si mal compris, et pire encore trahi, ce fut aussi le modèle d'un Emmanuel Mounier comme d'un Charles de Gaulle, sans oublier quelques autres parmi les meilleurs d'une génération qui, ne l'ayant pas connu de son vivant, a vu dans le gérant des *Cahiers de la Quinzaine* à la fois le vrai continuateur des grandes traditions françaises et l'annonciateur d'un socialisme fidèle à son authentique inspiration.

S'agissant de Marc, il a, mieux que quiconque, discerné en Charles Péguy la préfiguration et l'expression quasi parfaite de ce à quoi lui-même aspirait. Le « cahier » – rappel riche de sens – qu'il rédige dans une sorte de fièvre non *sur* Péguy mais *avec* lui, reprend la plupart des thèmes qu'il avait ou aurait voulu traiter pour faire taire à jamais les

16. Éditions Clairière, Marseille, 1941, 254 p.

« terribles simplificateurs », responsables de tous les reniements et de tous les abandons.

On trouve, écrit Marc, à l'origine des plus graves de ces déviations, la « métaphysique de l'Un, à la fois exclusif et absorbant, à qui Péguy refuse toute créance ; la tradition humaniste, humaine, de la pensée française, de l'être français, s'oppose à ce monisme despotique dans lequel l'homme se dissout ; la diversité du réel ne se laisse pas réduire au commun dénominateur d'une indifférence absolue » (p. 234). Qui n'apercevrait dans cette description le monstre totalitaire alors acharné à détruire les bases mêmes de la civilisation ? La face hideuse de ceux qui, opposés en apparence, prétendaient réduire le monde à une seule idée, un seul parti et un unique chef prétendu inspiré, en condamnant l'humanité tout entière à s'aligner ou à disparaître.

Mais il est un autre totalitarisme, presque aussi dangereux parce que masqué, qui, au nom du principe que tout se vaut, détruit à la racine toute capacité de réagir. Ce lâche esprit d'abandon – comme l'avait montré Péguy – chemine au cœur du monde moderne, tristement confondu avec ce que l'on nomme comme par dérision l'esprit de tolérance. Trompeuse et ruineuse représentation de l'unité, qui n'a fait que remplacer la vieille domination théologique par son image inversée : celle de la prétendue « souveraineté » de l'État-Nation. Née dans l'exaltation, elle exigea bientôt les milliers de victimes de la Terreur et préfigure en cela les monstres qui prendront sa suite.

À ce principe centralisateur qui prétend dominer l'Europe, on ne peut qu'opposer son absolu contraire : l'imprescriptible affirmation de la dignité des personnes et des groupes, donc de leur droit à se gouverner eux-mêmes que, précisément, « la centralisation a failli étouffer » (p. 236). Issue de la révélation biblique, la seule grande Révolution des temps modernes a fait surgir sur les deux rives atlantiques les traités sur le gouvernement de Locke, la déclaration d'Indépendance, celle des Droits de l'homme, et la fête de la Fédération de 1790. Inachevée ou dévoyée, cette tradition porte toujours les germes du renouveau, à condition d'être menée à son terme. Entre les noms divers qu'elle porte, Marc retient en pleine France occupée celui dont l'écho révolutionnaire est le plus fort : « S'il fallait un mot pour désigner ce caractère traditionnel [...] de l'unité française, je n'hésiterais pas – avec Proudhon – à parler de fédéralisme. »

Sous l'invocation de Péguy est définie, sinon pour la première fois du moins avec cette assurance, la place désormais dévolue non plus au fédéralisme en général mais à celui bien précis transmis par Proudhon. Suit d'ailleurs un long passage traitant de l'émergence de l'unité entre les provinces (au sens des patries régionales) à partir de la commune et de

l'atelier : « C'est la vraie formule des libertés qui ne soient pas seulement théoriques » (p. 237). L'essentiel de ce que deviendront les développements d'après-guerre est dit dès ce moment. À cette réserve près, peut-être, de l'expression légèrement restrictive : « Je n'hésiterais pas ». Elle marque tout au plus une certitude encore assez neuve chez l'auteur pour justifier cette redondance.

Tous ces enrichissements futurs, sauf un. En effet, on n'aura pas manqué de remarquer que la fédération alors envisagée – du moins de manière explicite – n'est encore que *française*. Certes, l'absence du fédéralisme européen, à fortiori mondial, peut s'expliquer dans les circonstances historiques au milieu desquelles le livre a été écrit : n'y aurait-il eu que le risque d'une ambiguïté avec la propagande hitlérienne sur l'Europe, le temps se prêtait fort mal à de telles anticipations. C'était assez, pour répondre aux impératifs de l'heure, que l'accent fût mis sur l'opposition au totalitarisme et sur la résistance patriotique. Les malentendus plus ou moins bien intentionnés soulevés par la critique des institutions de la troisième République et la constatation de son avilissement moral étaient déjà assez grands pour que d'autres n'y fussent pas ajoutés. Il reste qu'en dépit de sa perspective, universaliste depuis toujours mais non cosmopolite, Marc paraît encore se situer exclusivement dans le cadre français qu'il a même tendance à présenter comme un modèle pour le monde. Chauvinisme qui, de sa part et dans cet environnement, doit être imputé moins à une limitation de la pensée qu'à une indéracinable espérance.

*

À partir du printemps 1943, la menace d'une arrestation par la Gestapo contraint Marc à chercher asile en Suisse. Il parvient dans des conditions dramatiques à s'y réfugier avec sa femme et ses quatre enfants, laissant à Aix ses vieux parents qui échapperont par miracle. Bien que soumis à des difficultés matérielles de tous les instants et à une grande angoisse morale, l'exil va se révéler fécond par la relative ouverture sur l'extérieur qu'il offrait et, pour la première fois depuis longtemps, la possibilité d'un travail en profondeur.

La commande d'un recueil de textes choisis de Proudhon pour la collection « Le Cri de la France » que publie la librairie de l'Université de Fribourg, est l'occasion longtemps différée de lire enfin de bout en bout les œuvres du philosophe bisontin. Ce travail le conduit à une confrontation tout à fait originale entre cette pensée et celle de Péguy, sans cesse plus présente. Mais il permet surtout à l'exilé provisoire de

vérifier la cohérence entre ses propres idées et les conceptions du précurseur dont il avait perdu la fraternité sans encore vraiment le connaître. Tardive, et même quelque peu défiante à ses débuts, la rencontre est désormais sans retour.

Une autre opportunité, comme la précédente inspirée par ses propres préoccupations, amène Marc à forger pour caractériser son fédéralisme « sociétal » – c'est-à-dire voué à régir l'ensemble des organisations humaines – l'expression parfaitement adaptée de « fédéralisme intégral ». Formule à laquelle il se tiendra désormais parce qu'elle dépasse le simple domaine du vocabulaire, en impliquant une plus claire conscience du but poursuivi ainsi que des moyens pour y parvenir.

On la trouve pour la première fois, du moins avec sa pleine implication, dans le livre *Avènement de la France ouvrière*, rédigé en Suisse au cours de l'année 1944 mais sorti après la libération et le retour de l'auteur à Paris¹⁷. Comme le précise le sous-titre – « Traditions et aspirations des travailleurs français » –, il s'agit d'une histoire du mouvement ouvrier en France depuis le début de l'ère industrielle, mais exposée sous un angle très personnel. Son fil conducteur est en effet l'inspiration essentiellement fédéraliste du combat mené par la classe ouvrière pour être reconnue comme majeure. Fédéraliste dans sa revendication d'autonomie en refusant d'être une force d'appoint pour une autre cause, cette lutte l'est aussi dans son opposition à la dictature marxiste vouée à finir dans l'étatisme. L'échec tragique de cette aspiration doublement émancipatrice est de ceux qui valent mieux qu'une fausse victoire. Reste à prouver qu'il n'est pas irrémédiable.

Textes en mains – notamment l'*Histoire des Bourses du travail* de Fernand Pelloutier et la vaste synthèse de Maxime Leroy *La Coutume ouvrière*, qui l'un et l'autre remontent au livre-phare de P.-J. Proudhon *De la Capacité politique des classes ouvrières* (1865) – Marc fait de cette époque la préfiguration de la révolution libertaire et maîtresse d'elle-même qui, seule, serait à la hauteur des espoirs du printemps de la Libération au cours duquel il achève son livre :

« Comment s'arracher d'un même mouvement aux miasmes du régime de trahison et aux enlissements du régime de défaite ; comment supprimer l'arbitraire honteux d'hier, sans retomber dans le parlementarisme dissolvant d'avant-hier ; comment *organiser* le suffrage [...] ; comment détruire l'État-Nation oppressif sans succomber à l'anarchie désordre, ou à l'oppression pire d'un quelconque super-État ; comment "orienter" la production et la distribution, tout en évitant l'instauration d'un régime dictatorial et policier ; comment coordonner les activités

17. Aux Portes de France, Porrentruy (CH), 1945, 350 p.

politiques, économiques, sociales, sans sacrifier aux dieux totalitaires ? Autant de questions auxquelles il n'est aujourd'hui de réponse que fédéraliste » (pp. 316-317).

Pour y répondre, la dernière partie de l'ouvrage ramasse, sous le titre d'ensemble de « fédéralisme intégral », le corps de doctrine élaboré par l'Ordre nouveau et complété par celui qui en avait été l'un des principaux inspirateurs. Un vaste chantier reste ouvert aux équipes de l'avenir mais la ligne générale est désormais fixée dans ses lignes principales.

Un chapitre pourtant reste à écrire – et de quelle taille ! –, que les dernières pages du livre abordent presque incidemment en formulant le vœu qu'« au sein de l'Europe la France renouvelée reprenne la route royale de la nation créatrice et libératrice » (p. 345). En vérité, depuis sa base suisse, Marc a commencé à tisser les premiers liens qui aboutiront en 1946 aux réunions d'Hertenstein et de Bâle. L'année suivante, le congrès de Montreux (août 1947) voit la fondation de l'Union européenne des fédéralistes (U.E.F.), dont Marc devient le premier secrétaire général. Avec le concours de quelques fidèles, à la tête desquels figure Denis de Rougemont tout juste rentré des États-Unis, il a fait adopter par la jeune organisation un programme où se retrouvent une bonne partie de leurs idées communes.

Dès lors Alexandre est engagé à plein temps au service du combat pour la fédération européenne, dont l'U.E.F. doit être le fer de lance. Parmi les nombreux écrits de cette époque, nous retiendrons la brochure qui est datée de 1948 *Du communalisme au fédéralisme intégral*¹⁸. Sans rien dissimuler de ses positions antérieures, le militant européen commente un travail récemment paru de l'historien suisse Adolphe Gasser, *L'Autonomie communale et la reconstruction de l'Europe*¹⁹, qui lui sert à rappeler « l'importance de la commune, considérée non pas comme le dernier chaînon de l'administration centralisée, mais au contraire comme le fondement inébranlable de toute une vie en société » (p. 15). Seulement, pour avoir sa pleine valeur, ce communalisme doit être complété par un socialisme libertaire qui l'ouvrira vers l'universel. C'est, rappelle Marc aux tenants d'un micro-fédéralisme conservateur, l'union de la commune libre *et* de l'atelier libre qui établira à tous les échelons une démocratie enfin digne de ce nom.

Si la pression de l'histoire en mouvement donne inévitablement le pas à l'action européenne avec ses inévitables priorités, dans le feu de

18. La Fédération, Paris, s.d. [1948], 28 p.

19. *L'Autonomie communale et la reconstruction de l'Europe. Principes d'une interprétation éthique de l'histoire*, trad. de William Perrenoud, Éd. De la Baconnière, Neuchâtel (CH), 1946, 240 p.

l'action et parfois contre ses alliés du jour Marc s'est toujours refusé à isoler cet aspect de l'ensemble qui lui donne son véritable sens. Dans une autre brochure un peu postérieure (1950), consacrée aux *Institutions de l'Europe fédérée*²⁰, c'est au nom du fédéralisme intégral qu'est précisé le contenu que celles-ci devront avoir pour être authentiquement fédéralistes. Après des années de polémiques et d'oppositions factices ces principes n'ont rien perdu de leur pertinence et, là encore, Marc fait figure de pionnier.

Rapporteur avec Denis de Rougemont de la commission dite « culturelle » – en fait institutionnelle – du congrès de l'Europe à La Haye (printemps 1948) qui a marqué et restera pour l'opinion l'éveil de la conscience européenne au lendemain de la guerre, le dirigeant de l'U.E.F. appuie son vieux camarade pour défendre avec vigueur les thèses fédéralistes. Presque isolés dans leur combat, ils s'opposent à l'« unionisme » intentionnellement flou de Winston Churchill, comme de la plupart des officiels. Dès ce moment est posé dans sa rigueur de termes, l'alternative entre une Europe des États-Nations qui en dépit des progrès réalisés butera toujours sur l'étape ultime, et une Europe fédérale seule capable de répondre aux défis de l'histoire. Contrairement à ce que de bons apôtres voudraient faire croire, ce choix n'est toujours pas fait et nous en subissons les conséquences.

Cette même année 1948, féconde à tous égards, vit la parution du livre *À hauteur d'homme : la Révolution fédéraliste*²¹ dont on peut dire que, bien plus que l'alerte mais superficiel *Principes du fédéralisme*²² signé la même année avec Robert Aron, il est la première présentation exhaustive, quoique également destinée au grand public, du fédéralisme intégral.

D'une autre veine, plus difficile d'accès, est le traité déjà mentionné *Dialectique du déchaînement. Fondements philosophiques du fédéralisme*, qui viendra compléter le précédent. Il s'agit d'une reprise de la réflexion amorcée plus de dix années auparavant dans l'article « Principe et méthodes de la métaphysique », qui était resté confidentiel. L'importance que Marc lui attachait répond à son ambition originelle de couvrir en totalité le champ de la pensée, des bases philosophiques jusqu'aux applications pratiques. Sans mettre un point final à sa recherche, Marc achève ainsi le cycle ouvert par le manifeste de l'O.N. C'est ce qui explique que ce texte ardu soit aussi celui où l'on trouve exprimée de la manière la plus forte, mais aussi la plus limpide, la

20. La Fédération, Paris, s.d., [1950], 24 p.

21. Je Sers, Paris, 1948.

22. Le Portulan, Paris, 1948, 150 p.

relation entre les deux termes par lesquels, successivement puis conjointement, sa pensée avait tenté de se traduire :

« *Le fédéralisme est un personnalisme*. Ce n'est pas l'homme en général, mais bien la personne qui inspire l'humanisme fédéraliste. [...] C'est en surmontant le préjugé individualiste que le personnalisme a pu rencontrer le fédéralisme.

Bien que nous ne connaissions ici-bas de personne qu'individuelle, les deux termes ne sont pas synonymes. Certes il est difficile, voire impossible, de les définir comme des choses, comme des entités ; ce sont plutôt deux orientations différentes d'une même réalité » (p. 35).

À l'heure où les événements vont amener celui qui avait si longtemps prêché dans le désert à figurer au cœur même de l'actualité, l'équipement intellectuel élaboré dans le silence lui permettra de ne jamais dévier de son cap, quelles que soient les circonstances et les sollicitations. Sans plaisir, et même sur certains aspects avec répugnance, Marc entre dans la mêlée comme un soldat obéit aux ordres. Au tournant des années 50, une période s'achève et une autre s'annonce. Si contrastées soient-elles à bien des égards, leur cohérence ne saurait faire de doute.

Bernard Voyenne.

Bibliographie sommaire

Outre le grand travail biographique de Christian Roy et le recueil collectif *Le Fédéralisme d'Alexandre Marc*, l'un et l'autre cités dans le texte, on pourra se reporter notamment aux ouvrages suivants :

Pierre IZARD, *Personnalisme et fédéralisme à travers l'œuvre des fondateurs de la revue « L'Ordre nouveau »*, thèse de 3^e cycle, Toulouse, Université des sciences sociales, 1986.

Isabelle LE MOULEC-DESCHAMPS, *Alexandre Marc, un combat pour l'Europe*, thèse de 3^e cycle, Université de Nice-Sophia Antipolis, 1992.

Bernard VOYENNE, *Histoire de l'idée fédéraliste*, tome 3 « Les lignées proudhoniennes », Nice, Presses d'Europe, 1981.